

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir,
93 108 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Telex :
PRENO A 211.628 F.
Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)
Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la commission paritaire : 46 722.

Imprimé par Rotographie à Montreuil.
Riccobono (pour le Sud-Est).
Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

• Belgique : 18 FB • Suède : 2,25 KR
• Luxembourg : 15 Fl • Italie : 350 L • Grèce :
20 DR • Suisse : 1 FS • Portugal : 15 Esc
• Algérie : 1,60 Dinar • Maroc : 2,10 Diram.

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1F 80

**GUSTAVE COURBET
A ORNANS**

LIRE PAGE 6

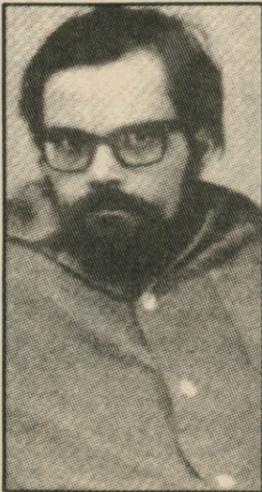
RFA

Karl Heinz Roth et Roland Otto acquittés !

Karl-Heinz Roth et Roland Otto, accusés l'un et l'autre de complicité du meurtre d'un policier, ont été acquittés, hier, par le tribunal de Cologne. Le procureur avait demandé la réclusion à vie pour les deux inculpés. Mais le tribunal a jugé que les « preuves » accumulées contre eux par l'accusation ne tenaient pas.

Cet acquittement est d'autant plus important qu'il s'inscrit dans une suite de procès à l'occasion desquels des « extrémistes » ont été condamnés en RFA à de lourdes peines de prison, le plus souvent à perpétuité.

(Lire en page 3 notre article sur l'affaire Roth et Otto.)



Karlheinz Roth.

LES RAVISSEURS DE REVELLI BEAUMONT ARRETES

Huit Argentins et un Italien
interpellés en Espagne

Lire page 3

Le deuxième volet du plan d'austérité espagnol

Lire page 2

LES LIP SE MONTRENT A PARIS

Lire page 5

Afrique du Sud MOUVEMENTS ETUDIANTS DANS PLUSIEURS VILLES

Pretoria : 20 000 étudiants poursuivent leur vaste boycott des cours. Alexandra : affrontements entre la police anti-émeutes et une manifestation de jeunes Africains qui réclamaient la libération du président et du secrétaire du conseil des étudiants de la ville.

Atteridgeville : la police a arrêté le président du conseil représentatif des étudiants de cette cité.

Soweto : plusieurs organisations politiques et professionnelles appuyées par les étudiants veulent imposer au gouvernement raciste une municipalité à part entière qui aurait le contrôle de la police et de l'éducation à la place de l'administration blanche. Un grand meeting public aura lieu, dimanche, au cours duquel un programme d'action sera dévoilé.

1,5 millions de chômeurs, 12 % d'inflation

Barre content de lui

Hier soir à la télévision, il a rendu hommage à la « France profonde » et balancé quelques coups de pieds dans les tibias de Chirac

Hier soir, sur TF 1, Barre n'avait pas rendez-vous avec l'inspiration. Tout ampoulé de circonlocutions diplomatiques, son propos n'a en rien fait la clarté sur les problèmes et les dissensions qui agitent les diverses formations de la majorité. Tout à son souci de ménager l'avenir, c'est-à-dire les futures négocia-

tions pré-électorales entre ces formations, il n'a même pas trouvé la répartie qui fait mouche à l'insolent propos de Chirac qui, il y a quelques jours, se déclarait prêt à prendre un pot avec lui en septembre à défaut de le considérer comme un interlocuteur valable...

Le Premier ministre défi-

nit son rôle comme celui d'un « conciliateur » dans la majorité. Mais un « conciliateur », un médiateur qu'une des parties, et non des moindres, dans la « majorité » considère comme une vague potiche et qui, en retour, ne ménage pas les attaques à mi-voix contre cette partie (« Il y a des intrigues, il y a les

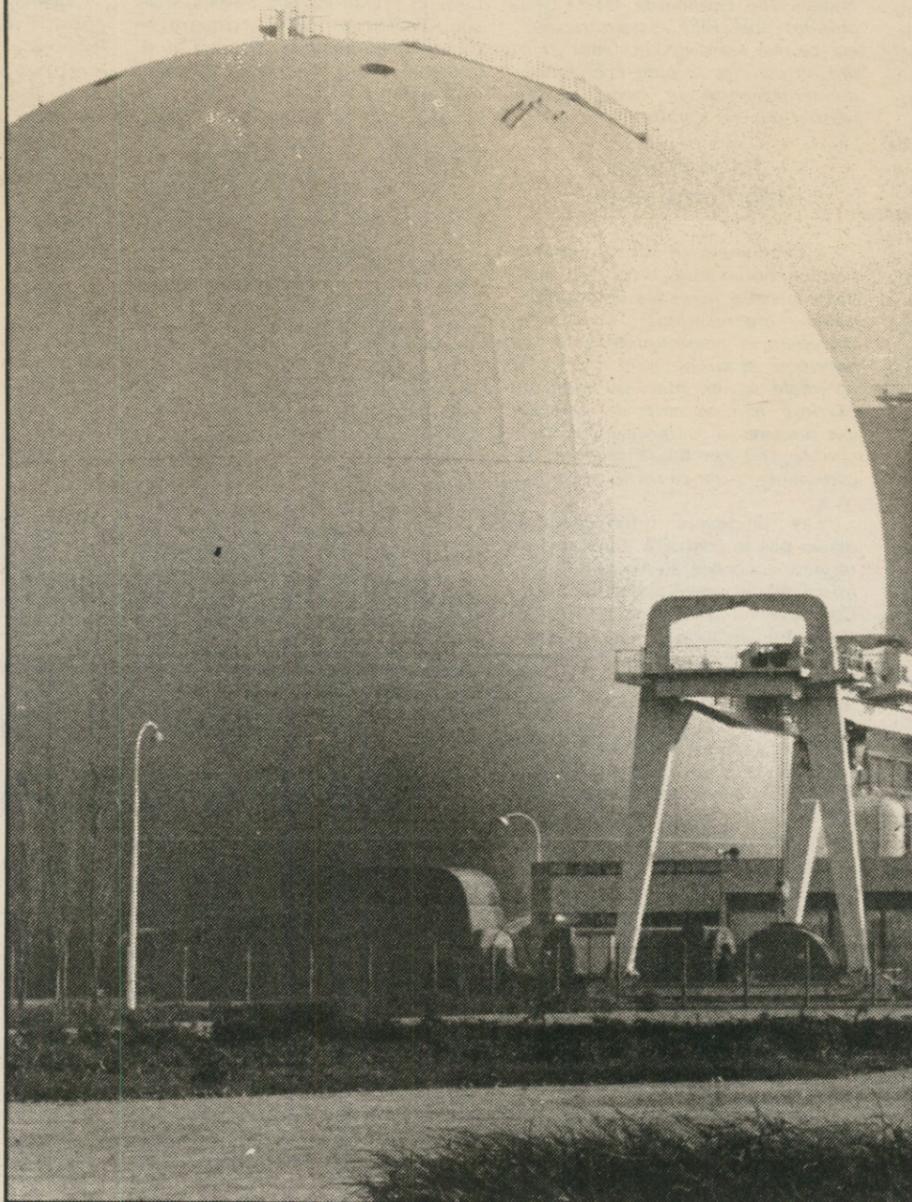
jeux de la politique, il y a les ambitions personnelles », suivent mon regard), ne vaut pas grand-chose. La « majorité » abordera la rentrée plus divisée que jamais.

Un jour, il faudra que Barre fasse graver au fronton de l'Hôtel Matignon une maxime qui résume l'essentiel de ses discours et de sa pensée politique : « La situation est bonne, mais pas catastrophique. ». Hier soir, sur le chômage, l'emploi des jeunes, la hausse des prix, l'inflation, il nous a, pour la nième fois, réservé le couvert pour ce brouet. C'est que, voyez-vous, les mesures en faveur de l'emploi des jeunes portent leurs fruits, à la rentrée, il engagera le dialogue avec « les organisations syndicales qui sont soucieuses de bonnes relations sociales », une métaphore pour désigner FO, sans doute, et à la fin de l'année, il envisagera, peut-être, un accroissement — ô, modeste — du pouvoir d'achat... Des miettes pour les oiseaux, à deux mois des élections. En attendant, un million et demi de chômeurs et la menace d'une intervention policière suspendue, chaque jour, au-dessus de la tête des Lip...

Non sans malice, Patrice Duhamel a demandé au Premier ministre s'il n'avait pas l'impression de se battre contre des moulins à vent. « ...Je ne suis pas découragé, a répondu en substance le Premier ministre, parce que j'ai confiance en la France profonde »... Lors de ses derniers voyages en province, notamment dans le Poitou, la France profonde en question l'a accueilli par des huées. « La France courageuse, la France qui fait, depuis de nombreux mois, un effort considérable » que Barre évoque avec des trémolos dans la voix est en vacances ou va partir en vacances. C'est avec un immense bâillement que ces travailleurs ont dû accueillir les sempiternels ronrons de Barre. Comme un interlude, avant le film ou le pastis.

En attendant de régler les comptes à la rentrée.

MALVILLE : JOUR J MOINS 3



Le ministre de l'Industrie annonce que le programme électronucléaire ne sera pas ralenti

Trois jours avant Malville, cela sonne presque comme une déclaration de guerre : hier, Monory, ministre de l'Industrie, a annoncé que le programme électronucléaire français ne serait pas ralenti : des mises en chantier de centrales, pour un total de 5 000 MW seront lancées en 1979. Le rythme de 5 000 MW de 1977 et 1978 est donc maintenu. A la fin de 1985, ce seront 40 000 MW qui seront en service en France, a ajouté Monory. Interrogé

sur la « contestation nucléaire », le ministre a estimé qu'elle était surtout le résultat d'une « information insuffisante »... Le mépris fait bon ménage avec le cynisme... Une raison de plus pour ne pas attendre 1978, 1979 ou 1985 pour renvoyer Monory et ses semblables à l'entretien de leurs jardins...

Lire page 4

ETAT ESPAGNOL

Pacte social, plan d'austérité et négociation avec l'opposition
LE LABYRINTHE D'ADOLFO SUAREZ

C'est à l'issue d'un conseil des ministres particulièrement long — il a duré plus de douze heures — que le gouvernement espagnol d'Adolfo Suarez a fait connaître, vendredi soir, le second volet de son plan d'austérité. Une semaine plus tôt, la monnaie espagnole, la peseta, avait été dévaluée de 20% par rapport au dollar.

Le second train de mesures économiques pour « lutter contre l'inflation, l'augmentation du déficit extérieur et le chômage » repose surtout sur une profonde refonte fiscale. Un impôt sur le patrimoine (à concurrence de 330 000 F pour un ménage de quatre personnes) et sur les successions est instauré. L'impôt sur les hauts revenus et sur le bénéfice des sociétés est considérablement augmenté. Le gouvernement prévoit aussi un projet de loi pour enrayer un peu la spéculation foncière. Enfin, pour mettre fin au « paradis fiscal » que constituait jusqu'alors l'Espagne, la fraude fiscale devient un délit et le secret bancaire est supprimé. Cette réforme va permettre à l'Espagne de rejoindre l'ensemble des pays occidentaux développés au niveau des systèmes de fiscalité.

Elle réduit l'importance démesurée des impôts indirects, qui fournissaient jusqu'à présent plus de 70% des revenus de l'Etat, c'est-à-dire le chiffre le plus élevé de toute l'Europe occidentale.

A côté de cette réforme, le gouvernement espagnol va lancer un emprunt public extraordinaire de 1,1 milliards de francs pour secourir les chômeurs (700 000 selon le ministre des Finances, plus de 1 million selon les syndicats, sur une population de 35 millions d'habitants). Mais il va faire figure de goutte d'eau : 10 000 F par chômeur et par an...

Enfin, le gouvernement a l'intention de bloquer (?) les prix de certaines denrées de base. Mais pour l'instant, il annonce des hausses sur les produits importés : café, essence, huile de soja.

En ce qui concerne le blocage des salaires, le gouvernement, qui sait qu'il devra le négocier avec les principaux partis ouvriers, reste dans le flou en demandant seulement de « freiner la hausse des salaires ».

L'éditorial du « Wall Street Journal »

La politique économique du gouvernement Suarez inquiète d'ailleurs un peu les experts internationaux.

Peu après la dévaluation, dans un éditorial remarqué, le Wall Street Journal jugeait sévèrement cette politique économique amorcée par une dévaluation et une augmentation de la charge fiscale sur les entrepreneurs en expliquant : « Chaque gouvernement qui a dévalué pour combattre l'inflation n'a fait que relancer cette inflation. C'est d'ailleurs ce qui s'était produit après la dévaluation de 11% de la peseta, en février 1976.

Deuxième critique, sur les mesures fiscales : « Dans le reste du monde, lorsque l'on augmente les impôts qui pèsent sur la classe des entrepreneurs, les investisseurs resserrent les cordons de la bourse, l'activité économique se ralentit... et les choses deviennent pires qu'avant. »

Dernière critique, parce une réflexion profonde des experts internationaux : il n'y a pas, dans le cadre du système capitaliste et de la crise actuelle, de plan d'austérité prolongée qui repose avant tout sur un blocage des salaires de la classe ouvrière.

C'est la question que soulève, dans ses commentaires sur la déva-



La banlieue ouvrière de Barcelone, janvier 1977.

luation de la peseta, l'hebdomadaire anglais *The Economist* (1) : « Deux grandes questions restent posées : est-ce que les syndicats vont prendre en compte le plan économique gouvernemental et accepter des restrictions de salaires ? »

La « Pause momentanée »

L'hebdomadaire de la grande finance britannique reconnaît d'ailleurs aussitôt que « les deux principales organisations syndicales, socialiste et communiste, rejettent purement et simplement le concept de pacte social, mais qu'elles ont exprimé leur volonté de négocier des mesures d'austérité à condition que ce soit les hauts revenus qui commencent par se serrer la ceinture. »

Les dirigeants réformistes ne disent pas le contraire. Dans une interview accordée au *Nouvel Economiste* (2), le secrétaire général des Commissions ouvrières, Marcelino Camacho, explique : « Nous refusons le pacte social car, dans un tel système, on contrôle les salaires mais pas les prix (...). Ce serait autre chose si on nous demandait de conclure un accord économique et social pour sortir de la crise. Bref, une opération de sauvetage avec la collaboration de tous, une pause momentanée. »

Même son de cloche du côté des socialistes du PSOE : « Au cours de la discussion (sur les mesures économiques), la gauche peut et doit accepter des sacrifices. En échange de deux choses fondamentales : que les sacrifices soient supportés par tous et (...) que soient corrigés les grands déséquilibres personnels, sectoriels et géographiques qui existent dans le pays » (3).

Les choses sont claires. L'année dernière, alors que les prix avaient augmenté de 18% (record de l'OCDE), les hausses de salaires en Espagne avaient atteint 29%. Depuis le début de cette année, le rythme de l'inflation a atteint un taux de 30% par an... A la fin de cette année, la dette extérieure va atteindre 13,7 milliards de dollars (elle avait augmenté « seulement » de 1,7 milliard en 1974, 3,2 milliards en 1975 et 2,6 milliards en 1976 !).

C'est sur la capacité, par le blocage des salaires, de faire payer à la classe ouvrière espagnole le prix de la crise, que les bourgeoisies occidentales vont juger sur pièce la politique économique de Suarez et consorts. Il y a un accord général pour reconnaître qu'il faudra négocier,

avec les partis ouvriers réformistes. Ceux-ci prendront des formes, mais sont finalement prêts à mettre en œuvre une politique d'austérité rigoureuse pour la classe ouvrière espagnole.

Mais les observateurs s'inquiètent. Face à l'équipe Suarez, il n'existe pas d'autre relève bourgeoise. La coalition gouvernementale est composite par ses origines, depuis ceux qui viennent de l'appareil franquiste jusqu'aux « sociaux démocrates ». Plutôt que de la « griller » en quelques mois dans cette politique d'austérité, ils voudraient bien que des partis ouvriers, surtout le PSOE, se mouillent plus directement. L'éditorialiste du *Wall Street Journal* terminait son article en rappelant qu'Adolfo Suarez ne disposait pas d'un gouvernement majoritaire. Pour lui, « les risques sont grands de voir, avec la turbulence sociale provoquée par une inflation toujours élevée et le ralentissement économique, la coalition de Suarez s'effriter tandis que l'opposition sera prête à ramasser

pour son compte les morceaux ».

Même son de cloche dans un éditorial du quotidien de Madrid, *El Pais* (4) : « Un gouvernement qui n'est pas parvenu à obtenir plus de 35% des voix lors des dernières élections se trouve dans une situation économique qu'il qualifie de très grave. Il prétend appeler l'autre partie de l'électorat à reprendre avec lui le programme économique, mais pas à partager le pouvoir. La formule rencontre déjà des difficultés importantes. »

Malgré sa capacité manœuvrière, malgré les volontés de compromis réformistes dont il a toujours su jouer au mieux, la politique de Suarez risque de s'user rapidement contre la muraille glacée de l'économie alors que pointe l'échéance politique des municipales.

Michel Rovere

- (1) *The Economist*, 16-22 juillet 1977.
- (2) *Le Nouvel Economiste*, 25 juillet 1977.
- (3) *La Situation économique et l'opposition*, par Francisco Bustelo, député du PSOE, *El Pais* 24.7.1977.
- (4) *El Pais*, 21 juillet 1977.

CHINE - ALBANIE

La polémique s'envenime

Deux semaines après la publication par l'Albanie d'un article critiquant publiquement la « théorie des trois mondes » chinoise — c'est-à-dire, en fait, la politique extérieure de la Chine — la polémique entre Tirana et Pékin semble s'envenimer. C'est pour l'instant par l'intermédiaire des groupes marxistes-léninistes que s'échangent les invectives dogmatiques et que s'assènent les compliments galants. Tirana fait donner le PCE-ml (FRAP espagnol) qui accuse, à travers la « théorie des trois mondes », ceux pour qui « l'une des deux superpuissances est plus dangereuse que l'autre et peut donc être combattue en s'appuyant sur l'autre ». Méthode élégante pour critiquer les liens qui entretiennent la Chine avec les Etats-Unis.

Pékin réplique par l'intermédiaire du chef du groupuscule maoïste américain, en visite officielle en Chine, cite un journal vénézuélien, se réfère à un « marxiste-léniniste » grec qui stigmatise « l'opportunisme » de Tirana et fait donner sa minuscule agence portugaise, le PCP-ml qui n'hésite pas à qualifier la politique albanaise de « révisionniste et contre-révolutionnaire »

(il est vrai que c'est l'UDP portugaise qui est visée et celle-ci travaille en étroite liaison avec le FRAP espagnol). Ces doux échanges, outre qu'ils dessinent une ligne de partage profonde parmi les groupes maoïstes occidentaux, préfigurent une prise de distance tangible de l'Albanie vis-à-vis de la Chine.

Il semble en effet qu'un certain nombre d'étudiants albanais en Chine seraient retournés au pays « pour leurs vacances », ce qui est tout à fait inhabituel. Mais on sait d'ores et déjà que, depuis un an, aucun nouveau contingent d'étudiants n'a été envoyé à Pékin. Le niveau d'études y serait « insuffisant ». Bien plus, des rumeurs indiqueraient un retour de 3 000 techniciens chinois qui travaillent actuellement en Albanie à l'édification de trois grandes réalisations industrielles. Bien que la nouvelle ait été démentie par Pékin, elle ne l'a pas encore été par Tirana. En tout état de cause, la poursuite de la polémique devrait avoir des conséquences très matérielles. Reste à savoir si Tirana est prête à se passer de l'aide économique de la Chine.

S. B.

SOMALIE

Le « divorce » avec Moscou en question

Le président somalien Syad Barre blessé, le vice-président Abou Bakar Ali Samatar tué, dans un accident de voiture à Belet Huen : une information en provenance d'Ethiopie. Selon ces mêmes sources, Syad Barre aurait été transporté secrètement en Italie pour y recevoir des soins. A Rome, l'ambassadeur somalien a démenti la nouvelle, reconnaissant toutefois que le président souffrait d'une blessure.



Le président Syad Barre.

Opération d'intox de la part d'Addis-Abeba d'où émane l'information, partiellement fondée sur des faits réels mais de dimension mineure, ou dénuée de tout fondement, la nouvelle ayant trait au président somalien n'en a pas moins soulevé une grande émotion. Car elle s'inscrit dans un contexte politique mouvant faisant référence à une possible volte-face de la politique extérieure somalienne.

Ces suppositions trouvent en effet leurs fondements dans le voyage qu'effectua, le 27 juin, Syad Barre en Arabie Saoudite. Un voyage au cours duquel le roi Khaled lui aurait offert une aide d'un milliard sept cent millions de francs, de quoi largement rééquiper la petite armée somalienne forte de 20 000 hommes.

Dernièrement, plusieurs journaux américains faisaient état d'un possible renvoi des 6 000 Soviétiques présents dans ce pays, certains ayant rallié effectivement Addis-Abeba.

Quoi qu'il en soit, il est patent que les relations somalo-soviétiques se sont considérablement détériorées, eu égard à l'attention que Moscou accorde au régime voisin d'Ethiopie. Déjà, en février de cette année, Syad Barre retirait au très prosoviétique ministre de la Défense, le général Samantar, la direction des forces armées. D'autre part, la tentative de conciliation menée par Castro a été un fiasco total.

Cet ensemble d'éléments, même si l'on ne peut parler de « divorce », n'en traduit pas moins la volonté du nationalisme somalien de diversifier ses relations dans le cadre de son « neutralisme » avoué. Elle trouve en outre un écho chez une importante fraction du pouvoir de Mogadiscio dont de nombreux éléments ne cachent pas leurs ambitions d'établir des liens avec les pays arabes. L'Arabie Saoudite le sait et grâce à ses énormes excédents budgétaires fait miroiter les avantages d'une diversification des alliances. Jusqu'ici, il semble toutefois que Syad Barre ait réussi à neutraliser les différents courants de son équipe. Mais, le revirement de Moscou en faveur du régime éthiopien paraît avoir depuis quelque temps donné un surcroît de poids aux partisans de relations plus lâches avec l'Union soviétique.

Frank Tenaille

**RFA
Karl-Heinz
Roth et Roland
Otto acquittés !**

Les condamnations à perpétuité se multiplient ces derniers temps en RFA. Après le « noyau dur » de l'Armée fraction rouge à Stammheim, la justice a condamné récemment 4 anarchistes chacun deux fois (!) à la prison à perpétuité. Ils avaient occupé, en 1975, l'ambassade de la RFA à Stockholm pour exiger la libération des détenus de la RFA. Un autre procès vient de se terminer, cette fois-ci avec un succès : celui d'un ancien leader du SDS, Karlheinz Roth, médecin, accusé de complicité de meurtre d'un policier. La défense a réussi à prouver que les flics ont tiré les premiers. Ce jugement est un succès indiscutable dû à la mobilisation nationale et internationale.

Que s'était-il passé ? Il y a deux ans, lors d'un contrôle d'identité, un homme s'enfuit de sa voiture. Lors de la fusillade qui suivit l'homme et un flic furent tués. Un des deux autres occupants de la voiture, Karlheinz Roth, fut grièvement blessé sans opposer de résistance. Après 20 mois de détention préventive, dont plusieurs dans des conditions d'isolement total, on accuse Roth et Otto, l'autre occupant de la voiture, de complicité de meurtre. L'acte d'accusation déduit de leurs idées gauchistes qu'ils avaient l'intention de tuer. Une grande mobilisation nationale et internationale se forma pour assurer une défense efficace. Plusieurs délégations d'avocats étrangers (parmi eux le Mouvement d'action judiciaire français) participaient au procès en tant qu'observateurs. Devant l'ampleur que prenait ce mouvement, même la presse bourgeoise était forcée de parler de ce procès, qui était hautement intéressant à plusieurs égards. En effet, la défense a prouvé que les flics qui effectuaient le contrôle étaient mis au courant par leur centrale qu'il s'agissait d'une voiture « du milieu terroriste ». Le procès a prouvé que les flics ont ouvert le feu avant que le fuyard ait riposté et que les deux autres occupants de la voiture ont été abattus sans manifester le moindre signe de résistance. Dans ces conditions, on peut ajouter Sauber, celui qui avait essayé de s'enfuir, à la longue liste des victimes que la police ouest-allemande a tuées d'une manière délibérée et sans qu'il y ait résistance. Depuis deux ans, cette liste compte déjà 60 noms. K. H. Roth, grièvement blessé et laissé sans soins convenables pendant des mois, restera invalide pour le reste de sa vie.

Encore un mot en ce qui concerne les travaux théoriques de Roth. Son livre *L'autre côté du mouvement ouvrier* traite des forces qui combattent le mouvement ouvrier en RFA : la police de plus en plus perfectionnée et les services privés qui assurent la « sécurité » des usines qui ressemblent de plus en plus à des armées privées. Les travaux de Roth démontrent que les patrons s'organisent militairement — d'une manière plus ou moins ouverte — à d'éventuels conflits durs. Les milices patronales sont préparées à la guerre des classes contre le mouvement ouvrier allemand aussi faible qu'il soit encore en ce moment.



**Après l'interview de Raymond Barre, hier soir, à la télévision
LES COMPTES DE L'AUSTERITE**



Après neuf mois d'application du plan Barre, le Premier ministre fait les comptes. Force est de reconnaître que l'austérité gouvernementale a réussi à bloquer les salaires. Pour la première fois depuis des années, le pouvoir d'achat moyen a baissé au cours des six premiers mois de l'année 1977 : 4,7 % de hausse des salaires contre 6 % de hausse des prix. Même l'indice truqué de l'INSEE qui indique une inflation de 5 % montre la portée de cette attaque contre les travailleurs.

« Le meilleur économiste de France » assurait en septembre dernier que le blocage des salaires était la condition du ralentissement de l'inflation. Il promettait de ramener celle-ci à 6,5 % pour l'année 1977. Les salaires ont été bloqués. Mais l'inflation n'a pas ralenti sa course puisqu'elle a conservé le rythme de 1976, à savoir 12 %, selon l'indice syndical CGT.

Pour parvenir à ce blocage des salaires, les décisions gouvernementales dans le secteur public comme les ordres donnés au patronat ont joué leur rôle. Mais cela n'était pas suffisant : il a fallu freiner l'activité économique.

Ainsi, le chômage a continué de s'accroître. Des mesures conjoncturelles offrant des facilités fiscales aux patrons embauchant sans garantie des jeunes travailleurs ne suffiront pas à résorber l'arrivée d'une nouvelle génération sur le marché du travail, à l'automne.

L'arrogance habituelle de Barre ne lui permet pas de camoufler complètement ces résultats. Aussi est-il obligé de promettre un second semestre meilleur que le premier. Giscard d'Estaing a donné le ton en expliquant à Carpentras : « A la fin de cette année, la France sortira à la fois de la crise et de l'inflation. »

La démagogie de ces promesses est évidente. L'OCDE qui abreuve les gouvernements des pays capitalistes de ses conseils éclairés vient de publier un rapport sur les perspectives économiques des 24 pays membres.

La réalité a toujours été jusqu'à présent plus médiocre que les prévisions de ce docte organisme. Il indique, pour les 12 prochains mois en France, une baisse des investissements, l'aggravation du chômage, la perpétuation de l'inflation.

Quelles que soient les promesses de Barre, l'austérité sera maintenue. Manifestement, le gouvernement pense en avoir les moyens politiques en appréciant l'efficacité de la tactique de harcèlement mise en œuvre par les directions syndicales. Leur volonté d'ébrécher le plan Barre sans engager une offensive prolongée n'a pas empêché la baisse du pouvoir d'achat constatable aujourd'hui.

Le seul problème que se pose le gouvernement est de savoir comment enrober cette austérité à l'approche des élections législatives. On a déjà connu les opérations de manipulation de l'indice de l'INSEE avant les élections municipales avec la baisse de la TVA en janvier 1977. D'autres mesures du même type sont dans la besace du professeur Barre. Elles ne réduiront en rien le coût de l'austérité qu'ont à supporter les travailleurs.

**Accusés d'être
les ravisseurs de
Revelli-Beaumont
NEUF PERSONNES
ARRETES A
MADRID, MALAGA
ET PARIS**

Neuf personnes, accusées d'être les organisateurs de l'enlèvement et de la séquestration de Luchino Revelli-Beaumont, ont été, semble-t-il à la fin de la semaine dernière, arrêtées à Madrid, Malaga et Paris. Huit sont de nationalité argentine et une de nationalité italienne. Elles sont qualifiées par la police de « simples truands ». Le ministre de l'Intérieur, Christian Bonnet a déclaré, à l'issue d'une réunion de travail tenue hier matin avec quelques hauts policiers, que dans cette affaire la police, avait administré « une nouvelle fois la preuve de son efficacité ». Pour le moment, la police observe le plus grand mutisme sur l'identité des personnes arrêtées.

C'est en recherchant la trace de la rançon déposée dans des banques suisses que les policiers genevois, en collaboration avec la police française et espagnole, ont remonté la filière jusqu'aux neuf personnes interpellées. Dans l'un des coffres d'une banque de Genève, la police devait, en effet, découvrir, outre une partie de la rançon, plusieurs passeports et cartes d'identité falsifiés.

Des empreintes digitales devaient également être relevées, qui permettraient l'identification. La trace de quelques personnes fut également retrouvée dans des hôtels de Genève, ce qui permit de savoir à quels numéros de téléphone espagnols elles avaient téléphoné et, bientôt, d'effectuer les arrestations.

Les huit personnes arrêtées en Espagne devraient théoriquement être extradées à Paris pour y être officiellement inculpées. Elles y retrouveront, outre l'ancien ambassadeur Chambon, inculpé le 20 juillet dernier pour avoir servi d'intermédiaire lors du versement de la rançon entre la famille Revelli-Beaumont et les ravisseurs, Hector Aristy, arrêté depuis le 14 juin, et inculpé d'arrestation illégale et de séquestration de personne. Demain, la cour d'appel doit d'ailleurs statuer sur sa mise en liberté.

**Encore du journalisme policier
(comme on dit à « Libération »)
Médecin connaissait Giaume,
indique ce matin
« le Canard enchaîné »**

Le *Canard enchaîné*, dont le dernier numéro paraît ce matin, consacre une pleine page à l'affaire Médecin et à la photo qui lui vaut, avec *Rouge* et *l'Humanité*, de se voir réclamer 3,6 milliards anciens par le maire de Nice (voir *Rouge* du 20 et 21 juillet).

Présentant ses excuses au poissonnier malencontreusement pris pour Urbain Giaume, ce dernier détenu et accusé de trafic de drogue, le *Canard* ajoute : « Mais nous n'avons, même en cherchant bien, aucune excuse à présenter à M. Médecin. » En effet, selon le *Canard*, « le maire de Nice connaissait bel et bien le trafiquant Giaume, et si ce n'est d'Eve ni d'Adam, de bien autre façon ».

A l'appui de cette affirmation, le *Canard enchaîné* révèle qu'un certain Martino Parodi, interrogé, sur commission rogatoire du juge d'instruction, sur les relations qu'il entretenait avec Giaume, a déclaré, et c'est consigné au dossier d'instruction : « Ce que vous m'apprenez (les accusations contre Giaume) ne m'étonne pas car, en 1970, Giaume m'a présenté à Jacques Médecin. Il

voulait alors investir deux millions de nouveaux francs dans un casino à Nice. »

Interrogé à son tour, et c'est aussi consigné au dossier d'instruction, Giaume confirme : « En 1970 je ne connaissais pas Parodi (...). Je l'ai connu plus tard et je l'ai alors personnellement présenté à Jacques Médecin, car il voulait participer au développement du tourisme régional : immeubles de standing, port privé... »

Le *Canard enchaîné* confirme aussi une information donnée par *Rouge* (numéro du 20 juillet) indiquant que c'est Giscard qui a conseillé à Médecin d'attaquer les trois journaux. Mais l'hebdomadaire ajoute : « Giscard, moins mégalomanie que son protégé, lui avait demandé de se contenter d'un simple communiqué indiquant qu'il saisissait la justice. Sans plus. Mais le maire de Nice a pris l'initiative d'associer à sa plainte son supporter poissonnier. Tout seul, comme un grand. Et c'est également tout seul qu'il a modestement chiffré à 3 600 000 OF les dommages et intérêts réclamés aux trois journaux. »

**« France-Nouvelle » et les trotskystes
UN PAS EN AVANT, DEUX PAS
EN ARRIERE**

Il a une quinze jours, Jean Rony rendait compte dans *France nouvelle* (hebdomadaire du PC) du livre de notre camarade Henri Weber : « PCI, aux sources de l'eurocommunisme ».

C'est quand même inhabituel et cela a été remarqué... Même que *Le Monde* a titré : « France nouvelle amorce un dialogue avec les trotskystes ».

Du coup, Jean Rony se sent (ou se voit ?) obligé de s'en justifier en 40 lignes dans *France nouvelle* de cette semaine : certes, il a lu et apprécié le livre de Weber : « Il part des présupposés que je ne partage pas. Il est d'ailleurs affilié à une organisation trotskyste. Deux faits, qui à mon sens, n'ont pas à faire obstacle à la prise en considération d'un ouvrage. Ah, un bon départ... »

Mais cela, était-ce « reconnaître l'organisation qu'il représente ? ».

« Son existence ne m'a certes pas échappé », répond-il en une parenthèse embarrassée. « Mais c'est moi, Rony, c'est tout. » (Un pas en arrière). « Et pas l'organe central du PCF : la démesure serait trop évidente... » (Et de deux...)

Trop modeste Rony... Ou un peu jésuite. Rony, intellectuel connu du PCF, discute dans *France nouvelle* les thèses de Weber sur l'eurocommunisme... Rien à voir avec un débat entre *France nouvelle* et la LCR. Comprenez qui pourra... En tout cas, de telles pirouettes ne pourront pas longtemps encore soustraire le PCF au débat nécessaire.

PLANIFICATION DE LA POLLUTION RADIO-ACTIVE EN MER

Depuis les études faites par l'OCDE et par les différents pays concernés sur les conséquences de l'immersion de produits radio actifs en mer, l'Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire (AEN) a décidé la modification du mécanisme existant jusqu'à présent (instauré conformément à la Convention de Londres de 1972).

Se rendant compte de l'accroissement de la production radio active, et partant, de l'accroissement du volume de déchets qui seront à l'avenir déversés en mer, l'ANE s'aperçoit que l'on court à la catastrophe.

En conséquence, son but est de repousser cette échéance de quelques années. En effet, il ne s'agit nullement d'interdire ces immersions mais de les aménager.

C'est que, nous dit-on, ces opérations ne présentent aucun danger : « Un stockage relativement sommaire de quelques dizaines d'années dans des fûts suffit en général à les rendre inoffensifs. »

Pourtant, les USA, après avoir rejeté 24 000 containers dans le Pacifique et 34 000 dans l'Atlantique, ont en 1966 arrêté ces immersions constatant que des caissons étaient écrasés par la pression ou rongés par le milieu. De même, la France a pour sa part cessé ses rejets depuis 1969.

Devant la prudence d'un pays comme la France qui, n'est pas réputé pour sa modération en matière de nucléaire, ne sommes-nous pas en droit de nous inquiéter devant un accroissement (certes aménagé) des rejets de déchets radio actifs en mer (alors que le milieu marin est un des milieux les plus diffusants) ?

Rejets qui depuis 1967 atteignent pour les seuls pays européens (RFA, Belgique, France jusqu'en 1969, Italie, Angleterre, Suède et Suisse) 46 000 tonnes.

Ceci est d'autant plus inquiétant que l'immersion des déchets anglais pour juillet 1977 (2250 tonnes) a eu lieu au large des côtes européennes (un millier de kilomètres) dans une zone qui n'a jusque là pas été révélée.

Basile

La Gazette de Malville



Châlons-sur-Saône

Le MRAN de Chalon-sur-Saône organise des départs en voitures individuelles le samedi 30 juillet, à 8 h, devant la maison de la culture. D'autres départs auront lieu à 8 h 30, place de l'Eglise à Sennecy-le-Grand et à 9 h, place de la Gare, à Tournus.

Nous rappelons par ailleurs à nos lecteurs que les trois inculpés de Marnay ont été condamnés à 2 000 F d'amende avec sursis. Le MRAN fait appel à la solidarité financière, pour les frais du procès et pour ses activités.

Soutien financier: Michèle Bringer, 14, rue Félix-Fieux, CCP : 2770080, Dijon.

Clermont

Réunion de préparation pour les militants et sympathisants LCR jeudi 19 h 30, au local de la LCR, 22, place de Jaude (au fond de l'impasse).

Bordeaux

Départs: rendez-vous pour le départ en car et voitures, vendredi 29, à 18 h, place de la Bourse. En car, prix: 70 F. Réservation tous les jours, à l'Echanson, place du Parlement, de 14 h à 19 h. Coordination Malville, 47, rue de la Devisse, Bordeaux.

LES « AMIS DE LA TERRE » DENONCENT UNE MACHINATION CONTRE LA CGT

Les Amis de la Terre de Paris s'en prennent, dans ce communiqué, aux positions de la CGT sur le nucléaire, telles qu'elles ont été exposées dans un document remis à la presse et intitulé : « Une politique énergétique nationale pour le développement économique et le progrès social. » Nous ne voudrions pas désamorcer l'humour de ce communiqué, mais nous pensons toutefois nécessaire de conseiller à nos lecteurs de le lire au deuxième degré.

« Les Amis de la Terre de Paris ont pris connaissance d'un document de présentation habile prétend attribuer à la CGT. Dans ce document intitulé : « Une politique énergétique nationale pour le développement économique et le progrès social », la CGT se déclarerait pour « un fort développement de la production et de la consommation d'énergie », grâce à l'exploitation accrue de toutes les sources, notamment l'énergie nucléaire ou « l'accent doit être mis particulièrement sur les réacteurs surrégénérateurs ».

« Ce document constitue objectivement une machination contre la CGT qu'il cherche à discréditer par de graves inexactitudes, notamment dans l'appréciation de la sûreté des techniques nucléaires actuellement disponibles, dans la confusion entre l'entreprise nationale EDF et l'inté-

rêt national des Français, dans la réduction des problèmes nucléaires au seul manque de crédits et à la seule politique du pouvoir actuel.

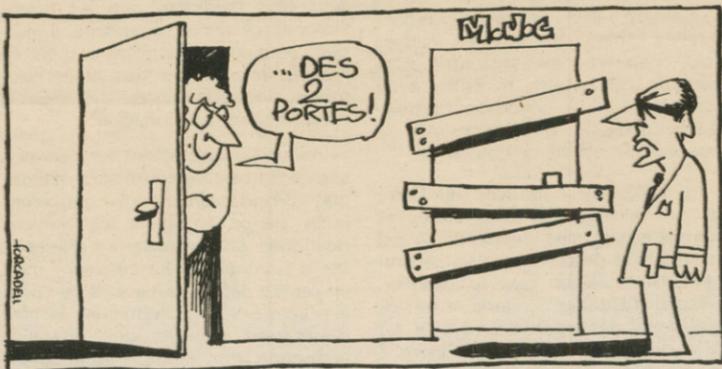
« Ce document vise même à dresser les écologistes contre la CGT et vice-versa puisqu'il tend à accréditer l'idée que la CGT rejette brutalement l'apport de la réflexion et de l'action des écologistes.

« Fort heureusement, la falsification est visible lorsque les rédacteurs de ce document, pour justifier leur volonté maniaque de croissance énergétique, ont recours à des termes utilisés par le gouvernement comme « la qualité de la vie », ou font état des « millions de personnes qui vivent actuellement en France dans un état de pauvreté ». Les travailleurs, eux, savent qu'une croissance aveugle ne réduit ni les inégalités, ni le chômage, mais, détruisant la nature et les

êtres humains, rend illusoire toute perspective de progrès social.

« Au demeurant, il est impossible de croire que la CGT puisse limiter son ambition à la seule « modernité » du développement des forces productives comme le font les auteurs de ce document, ou prétendre avec eux qu'une gestion écologique des ressources réclame « la maîtrise des plus puissantes forces de la nature ». Les travailleurs ne confondent pas le progrès avec la modernité. Comme les écologistes, ils veulent s'unir avec la nature, non la violer. Il n'est pas pensable que la CGT puisse cautionner un texte aussi obscurantiste. Les Amis de la Terre de Paris appellent donc la CGT et les associations écologiques qui ont bien des membres, des sympathisants et des militants en commun à faire oublier des assertions inexactes et provocantes. Au moment où M. Monory, ministre de l'Industrie, annonce que « les préfets recevront incessamment des directives du gouvernement pour prendre en main l'information sur l'énergie nucléaire », il serait regrettable que la CGT leur prête main forte. » Paris, le 23/7/1977

MJC-THEATRE DES DEUX PORTES NON A LA FERMETURE



Les protestations se développent contre les tentatives de la mairie de Paris de fermer le théâtre des Deux-Portes. Avant-hier, le PC a pris position, par la voix des élus communistes de Paris. Les députés communistes du XX^e ont effectué une démarche dans le même sens auprès du ministre de la Culture.

Basile

Le Monde où l'art de la nouvelle brève

Le Monde s'intéresse à l'écologie, comme toute la grande presse ces jours-ci. Marc Ambroise-Rendu nous a récemment gratifiés d'une longue série d'articles où les anti-nucléaires de Flamanville étaient traités de « chouans », terme qui n'a pas plu du tout en Normandie, et on le comprend. Quant au titre d'ensemble, c'était : « la Guérilla écologique... » le 26 juillet, au contraire, tous les écologistes se voyaient traités en bloc, de « pèlerins » et de « non-violents ». De toute évidence, M. Ambroise Rendu a du mal à saisir son sujet.

Mais au moins, il fait un effort et consacre de la place à ce sujet difficile. La controverse scientifique, en revanche, ne semble pas tracasser beaucoup nos rédacteurs en ce moment : ils nous annoncent, le 26 juillet, dans le coin gauche de la rubrique « sciences », elle-même dans le coin gauche, en bas de la page 10, que « plus de 100 kg de plutonium ont disparu en Grande-Bretagne ». Ces « disparitions » ne poseraient aucun problème de sécurité et ne seraient pas dues à des vols, et le Monde d'assurer benoîtement : « Une telle disparition est liée à des incertitudes de calcul sur les quantités de plutonium produites ou brûlées dans les installations nucléaires et à la difficulté d'évaluer exactement les quantités de ce produit qui peuvent, dans un processus industriel, partir dans les rejets ou finir mélangés à des déchets ou à des sous-produits. » Ça valait bien huit lignes... Dans la rubrique « Sciences », bien sûr, et pas dans la rubrique « Ecologie ».

NOUVELLES DES COMITES

● Les comités de Spire, Neustadt-Lachen et Landau (RFA) viennent de diffuser un tract commun intitulé : « Ils roulent sur nous », ou ils exigent notamment la gratuité des transports, des départs en permission correspondant aux horaires, et évoquent les conditions de transport faites aux appelés qui « se rapprochent plus d'un transport de brebis, qu'autre chose ».

● Le deuxième numéro de « Ça Rima quoi ? », journal du comité de soldats du 43^e RIMA de Montalègre, est paru. Celui-ci tire le bilan du premier numéro, et note en passant que cela a entraîné une amélioration de l'ordinaire. Et même si ce n'est pas grand-chose, c'est la preuve que la lutte paie. La hiérarchie d'ailleurs ne s'y trompe pas, puisque « le courrier des appelés est ouvert et que l'on fait disparaître les correspondances subversives », que les rondes sont renforcées, bref, le cirque habituel.

Du côté des objecteurs

Le Comité de lutte des objecteurs de Gagny (CLO) vient de recevoir la missive suivante :

« Messieurs les « objecteurs », « Vous figurez sur la liste noire du Mouvement nationaliste contre-révolutionnaire, organisation secrète d'extrême droite, dont vous entendrez certainement parler. « Nous vous ordonnons de cesser immédiatement l'émission et la distribution de tout tract portant atteinte à notre armée. La non-considération de ce commandement équivaldrait pour vous à un véritable suicide... « Ceci est notre premier avertissement. »

MNCR

Les objecteurs de Gagny appellent tous les antifascistes à se mobiliser et à préparer l'autodéfense nécessaire face aux menaces des nazillons, dont maints exemples récents montrent qu'ils passent de plus en plus aux actes.



SPECULATION ?

Une certaine effervescence règne dans les milieux du jeu nicois depuis que, lundi, à la demande des syndicats du personnel du Palais de la Méditerranée, une saisie a été effectuée dans le casino pour garantir le paiement des salaires des employés. Ces derniers n'ont, en effet, perçu que 40% de leur salaire du mois de juin.

Ces difficultés financières interviennent, alors que le rachat du casino par le groupe Fratoni, qui contrôle également le casino concurrent Ruhl, entretient des rumeurs diverses sur l'avenir du Palais de la Méditerranée. On prête en effet à Jacques Médecin, maire de Nice, grand ami de Fratoni, l'intention de transformer le casino en une sorte de palais des congrès, le tout lié à une restructuration immobilière d'envergure englobant également deux hôtels jouxtant le casino et menacés de fermeture.

Il n'en faut pas plus pour que les syndicats du casino estiment, selon l'Aurore, « que le début de l'asphyxie de l'entreprise a débuté » et qu'on assiste à une « spéculation immobilière prévue sous prétexte d'activités hôtelières nouvelles ».

Il y en a des qui vont encore réclamer des milliards de dommages et intérêts.

PSU Gironde

La fédération de Gironde du PSU vient de faire connaître sa position au sujet de la marche sur Malville. Elle déclare notamment que « l'arrêt du programme nucléaire ne se gagnera pas dans l'urne, mais en partie à Malville ».

En ce qui concerne les violences éventuelles, prétexte derrière lequel beaucoup se retranchent pour masquer leurs reculades sur le nucléaire, ils expliquent, à juste titre : « Nous aussi, nous craignons la violence gratuite contre les flics. Mais la violence, si elle a lieu, nous n'en serons pas responsables, mais elle sera le fait d'un pouvoir qui a épuisé tous les autres moyens... Socialisme ou barbarie, l'alternative est plus actuelle que jamais. »

Ils appellent en conséquence « les travailleurs de la région à participer à cette marche activement, et à se joindre tant à la préparation locale, qu'à son déroulement sur le terrain. »

Attention, jeudi, dans « Rouge », toutes les indications pratiques pour aller à Malville et sur le rassemblement : carte, points d'accueil, etc. D'ici là, ne plus téléphoner au journal pour les renseignements, on ne peut pas répondre.



Caen

Le CRILAN, les Amis de la Terre, CSCV, CLA, CP, PSU, LCR, OCT, de Caen, organisent une réunion publique de préparation des départs, mercredi 27 juillet, à 18 h 30, à la CFDT, place Guillouard. Qu'en outre, les partants ayant des places libres dans leur voiture et ceux qui en cherchent se rencontreront le vendredi 29 juillet, à 18 h, place de la Mare, à Caen.



TF1 suite

Apprenant l'interview en direct de Barre à TF1, hier soir, Gaston Plissonnier, secrétaire du comité central du PCF, a adressé une lettre à Cazeneuve, P-DG de TF1 où il déclare notamment : « ... Naturellement, le chef du gouvernement a le droit d'exposer sa politique à la télévision et à la radio. Mais le souci d'une information objective de l'opinion exige que dans le même temps, les dirigeants des formations de l'opposition puissent, avec les mêmes moyens, faire connaître leur point de vue. »

« C'est pourquoi nous sollicitons de votre part, l'organisation rapide d'une émission au cours de laquelle notre parti soit en mesure d'exposer son opinion sur la situation actuelle du pays... »

Par ailleurs, un première prise de position d'une instance de la CGT, le Syndicat national radio-télévision CGT (SNRT) déclare dans un communiqué du 25 juillet : « Les événements récents survenus à TF1 découlent directement du « traitement particulier » que subit l'information à la radio-télévision. Si ceux qui sont directement concernés par le devenir du Concorde avaient eu la possibilité de s'exprimer librement à la télévision, ils n'auraient pas été contraints d'utiliser les méthodes qui leur sont reprochées. » Le SNRT reste « solidaire de la lutte des travailleurs de la SNIAS comme il l'était hier de celle des travailleurs du Parisien libéré et aujourd'hui de celle des Lip. Il constate qu'aujourd'hui le véritable objet du débat est escamoté et que le pouvoir tente d'en faire une récupération politique. » Il réaffirme « son attachement au principe d'une radio-télévision qui soit un véritable service public, avec un fonctionnement démocratique indépendant des puissances d'argent et d'un gouvernement quel qu'il soit » (phrase qui, curieusement, a disparu dans l'Humanité de ce 26 juillet) et conclut : « Ce n'est pas le cas aujourd'hui : la télévision est au service exclusif du pouvoir pour qui elle constitue une pièce maîtresse sur l'échiquier politique. »

Avec le soutien de l'UD CFDT LES LIP SE MONTRENT A PARIS

Hier, les Lip étaient à Paris, au siège de l'UD CFDT qui organisait une journée de solidarité en vendant des montres de lutte. Cette vente devait durer jusqu'à ce soir, mais hier dans l'après-midi, presque tout le stock était vendu.

Beaucoup de gens s'étaient déplacés, prévenus par la presse, la télévision et la radio. Mais seuls entraient les sections CFDT, les comités d'entreprise, car un filtrage avait lieu à l'entrée, « pour raison de sécurité ». Dans la petite salle, décorée d'affiches de la CFDT, où un panneau du Lip républicain et de Lip Unité est là pour rappeler qu'il s'agit d'une action de solidarité, les délégations se bousculent autour de la

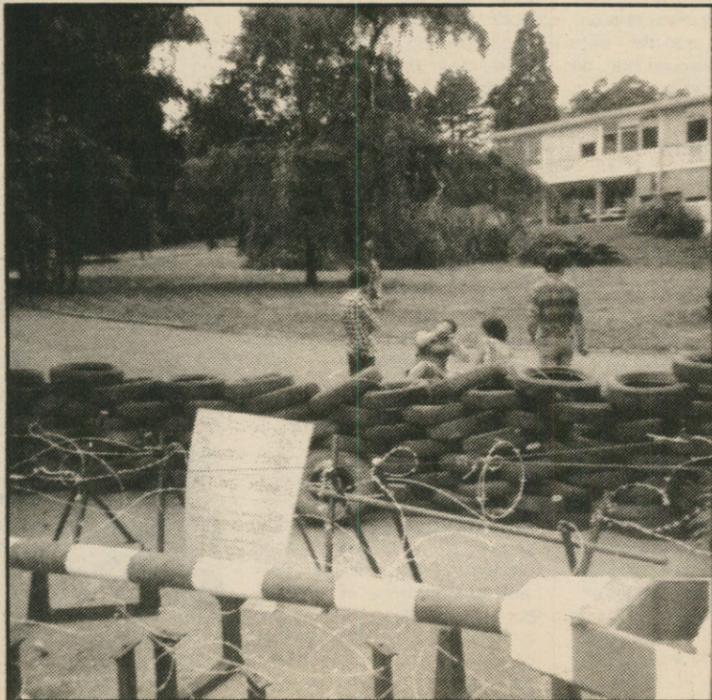
table où sont exposées les montres.

Il est certes utile d'organiser des journées de solidarité avec les Lip. Plus de cinquante personnes attendaient en permanence dans les locaux leur tour d'acheter des montres. Mais l'absence de débat était dommageable à l'action. Alors que le communiqué de la CFDT donnait comme objectif de créer les conditions de la riposte à une action du patronat, l'UD aurait pu organiser des débats sur : « Que faire à Paris en soutien aux Lip ? ».

D'autre part, il est regrettable, alors que le mouvement des Lip est dans une phase critique, que la plus large unité n'est pas été réalisée. De l'aveu même d'un responsable de l'UD CFDT, la CGT n'a pas été contactée. Certes, si celle-ci avait refusé, la CFDT aurait dû organiser seule ces journées. Mais alors que depuis peu la direction de la CGT a changé d'attitude par rapport au conflit des Lip, lui proposer la co-organisation aurait permis un meilleur impact à cette action.

Il n'en demeure pas moins que cette journée était importante. La police saisit les stocks de montres à Palente, des entreprises sont mobilisées pour démanteler les machines, le pouvoir s'apprête à démanteler l'usine. Dans ces conditions, assurer une telle vente à Paris, où plus de 500 montres ont été vendues, a été une bonne initiative.

B. Targui



La barricade devant l'usine de Palente. (D.R.)

Evian : Pas une proposition potable

Hier, mardi 26, la direction de la Société des eaux d'Evian a déposé une plainte pour « vente sauvage » de bouteilles. D'autre part, a eu lieu la consultation entre le personnel et les délégués après les négociations avec la direction. Les délégués CGT-CFDT ont retransmis les résultats, pour le moins médiocres. En effet, seuls furent acceptés les points secondaires, à savoir : une avance de 1500 F remboursable en quatre mois, une validation des congés payés pendant la grève et des heures supplémentaires le samedi ainsi qu'un prêt « exceptionnel » de 500 F. On comprend que les propositions n'aient pas satisfait les grévistes. La grève fut arrêtée et les revendications abandonnées dans l'espoir d'obtenir un remboursement partiel des jours de grève. Hors, avec une morgue sans pareille, la direction ose déclarer qu'elle n'y a jamais songé. Aussi ont-ils demandé à leurs délégués d'obtenir une nouvelle entrevue avec les directions pour aborder le problème des accords salariaux supprimés par le plan Barre, ainsi que celui du paiement des jours de grève. Les syndicats ont donc déclaré qu'ils n'excluaient pas la poursuite de la lutte sous une autre forme que la grève. L'échec de cette lutte « test » nous montre que la lutte contre le plan Barre ne sera pas le fait d'actions éclatées mais d'une action plus vaste.

COMMUNIQUE

« Le Syndicat Inter-Co s'élève contre la vague de racisme qui sévit actuellement et proteste avec vigueur contre l'agression dont ont été victimes quatre agents immigrés du service de nettoyage dans le secteur de Bron. »

« Cette agression n'est pas un geste gratuit, mais le résultat de la campagne organisée contre les travailleurs immigrés, qu'il s'agisse de la politique de l'emploi, de l'affichage sur les murs de Lyon ou des menées agressives et racistes des groupes fascistes. »

« Ces agissements intolérables à l'encontre de la population immigrée sont indignes d'une nation civilisée, surtout quand ils frappent des travailleurs au service de la collectivité. »

« Veuillez agréer, monsieur le Rédacteur en chef, l'assurance de notre considération distinguée. »

Syndicats Inter-CO CFDT
du Rhône

COMMUNIQUE

« Queues dans les facultés parisiennes, inscriptions bloquées... Alice Saunier-Seïté organise à nouveau la pagaille pour mieux faire passer ses projets de restructuration et de rationalisation de l'université. »

« Avec le décret instituant la désectorialisation des facultés, Saunier-Seïté posait une pierre de plus dans la concurrence effrénée entre les établissements avec comme conséquence logique la division entre « facs d'élite » et « facs-poubelles » avec, à la clef, l'instauration à moyen terme de la sélection à l'inscription (la Sorbonne-Paris IV a déjà instauré une préinscription avec dossier). Loin de s'opposer à cela, conseils et présidents d'université bloquent les inscriptions faisant ainsi supporter aux étudiants les coups de force du gouvernement. »

« Le MAS propose une autre voie à toutes les organisations syndicales, étudiantes ou enseignantes, la lutte : — pour l'abrogation du décret de désectorialisation ; — contre l'austérité dans la facultés, en imposant des budgets sur la base de besoins réels. Mouvement d'action syndical »

Le scandale des inscriptions en faculté QUELLE RIPOSTE UNITAIRE ?

Le mouvement étudiant sait désormais avec quelle précision le secrétaire d'Etat aux Universités fixe la date de ses coups bas. Les réformes de préférence au printemps, les premières applications en plein été.

Le décret de désectorialisation entraîne la clôture prématurée de la plupart des listes d'inscription à Paris et dans certaines villes de province comme Bordeaux, Toulouse et Nantes. C'est une manœuvre habile du pouvoir. Outre le fait qu'elle accoutume les conseils d'université à choisir leur propre mode de sélection, elle s'attaque de façon prioritaire aux nouveaux venus en faculté. La plupart de ceux-ci se retrouvent désarmés par la complexité du système d'inscription dans les facultés. Beaucoup ignorent totalement les différents syndicats et organisations étudiantes.

Ils sont bien incapables de savoir à qui s'adresser pour lutter contre l'arbitraire des clôtures prématurées. Il est d'autant plus regrettable de voir, dans une telle situation, la division syndicale s'accroître. Francis Combes, responsables de l'Union des étudiants communistes, répondait ainsi, hier, à une question sur la riposte de l'ensemble du mouvement étudiant : « On dialogue difficilement avec les absents : le MAS n'existe plus, l'UNEF dite Soufflot ou plutôt l'AJS, quant au fond, ne s'oppose pas au projet de désectorialisation et je ne connais pas les comités locaux dont vous me parlez. »

Ce sectarisme est regrettable car il favorise une riposte éclatée ou chacun voit apparaître l'un ou l'autre avec sa petite riposte. L'UNEF-Provence développe actuellement une campagne « Universités ouvertes » et elle appelle les étudiants refoulés à lui téléphoner (523.22.08 et 523.38.93) pour qu'ils s'inscrivent sur des listes déposées au SEU aujourd'hui par une déléguée. De son côté, l'UNEF-Unité syndicale a obtenu des inscriptions en surnombre dans certains cas. Le MAS vient lui aussi de prendre position contre les clôtures d'inscriptions.

Ainsi se trouve réalisée la possibilité d'une action unitaire tentant

d'obtenir un recul du pouvoir. Cette unité d'action permettrait également aux étudiants de première année de s'engager dans la lutte avec plus d'efficacité. C'est dans l'unité du mouvement étudiant que la mobi-

lisation contre la réforme Soisson a obtenu ses meilleurs résultats. C'est aussi par elle que passe la riposte à la rentrée contre la concurrence entre les facs.

J. Golpe

Conférence de presse de l'UEC

Après avoir dénoncé l'aspect autoritaire et cynique des paroles et actes du pouvoir en matière d'éducation, Francis Combes, secrétaire national de l'UEC, a rappelé, hier, les conditions scandaleuses dans lesquelles s'effectuaient les inscriptions en première année, il a rappelé en outre que c'est près de 5 000 étudiants qui ne pourront pas s'inscrire cette année, du fait de la désectorialisation et de la politique d'austérité du pouvoir.

Pour lui, la systématisation de la concurrence entre les facs, « met en péril l'avenir économique, scientifique et technique, et fait une croix sur la mission qu'a aussi l'université : contribuer à l'élévation du niveau de culture général. » Face à cela, les étudiants communistes réclament : « La réouverture des inscriptions, la possibilité de s'inscrire

jusqu'à fin septembre, le déblocage des crédits nécessaires. Ils soutiennent les initiatives prises par l'UNEF et le SNESUP pour mettre fin à ce scandale. »

Au-delà de cette lutte immédiate, il est urgent, selon l'UEC, « d'opérer une réforme démocratique de l'enseignement supérieur, il faudrait notamment : prendre des mesures urgentes pour donner aux universités les moyens de remplir leur fonction sociale, établir une véritable orientation pré universitaire qui limiterait la sélection par l'échec. »

Pour les étudiants communistes, ces solutions supposent une démocratisation d'ensemble de la société dont la voie est ouverte par le Programme commun.

Furnon s'embrouille mais persiste

Après quatre ordonnances de référé et une confirmation en appel, Furnon s'oppose toujours à la réintégration des ouvriers syndicalistes dans son entreprise.

Après le jugement de la cour d'appel de Nîmes, rendu le 21 juillet, les ouvrières syndiquées se sont présentées mardi matin à la porte de l'atelier principal où travaillent les non-syndiquées. Furnon les a empêchées de rentrer, expliquant qu'il n'était pas stipulé dans l'arrêt de la cour d'appel l'obligation de réintégrer les travailleuses au poste de travail antérieur au conflit.

Cette argumentation doit être récente car lundi, lorsque les syndiquées s'étaient déjà présentées, Furnon avait déclaré qu'il n'avait pas reçu de notification officielle alors qu'il était présent à la séance de la cour d'appel !

Décidément, les interprétations que Furnon donne aux décisions de justice ne cessent de nous étonner. Tous les militants ouvriers savent bien que la justice est souvent plus expéditive lorsqu'il s'agit de travailleurs immigrés par exemple.





Hommage à Courbet à Ornans (Doubs)

NAPOLEON III CRAVACHAIT SA PEINTURE



Camarade,
« J'ai lu ton article paru dans Rouge du 9 juillet. Etant donné que la fédération de la Gironde y est citée, je voudrais, en quelques mots, faire une mise au point, sans entrer dans la polémique que tu as avec Rouge :

1°) Je pense d'abord que tes arguments au sujet du départ de l'AMR sont faux, car d'autres camarades sont partis au CCA.

2°) Ensuite, il serait bon que tu saches pourquoi une majorité de camarades est restée au PSU, car, si nous étions et sommes encore sur le texte B, pour nous, militants révolutionnaires pour l'autogestion socialiste, devant les échéances qui se préparent, la création d'une nouvelle organisation ou structure, ne peut se concevoir qu'en rapport avec la radicalisation des masses et en particulier avec sa composante autogestionnaire, et de la gauche ouvrière et paysanne.

« S'il y avait l'existence d'un courant prêt à s'organiser politiquement face à l'Union de la gauche en dehors du PSU, de la LCR, de l'OCT et de LO, cela se verrait et signifierait une autre situation politique que celle où nous vivons.

« Comme beaucoup de camarades, je continue à penser que la majorité des militants du PSU n'est pas devenue réformiste ni électoraliste et que l'on peut redresser la ligne politique du parti et cela malgré les ambiguïtés de notre direction nationale.

« Que ces camarades aient décidé de se lancer dans le processus de constitution d'une nouvelle organisation, c'est tout à fait leur droit et nous ne leur en tiendrons pas rigueur.

« Par contre, nous continuons à penser, et cela avec réalisme, que dans la fédération de la Gironde, il reste de sérieuses bases d'un travail collectif commun, qui, en tout état de cause, doit être productif pour la lutte vers le socialisme autogestionnaire.

« Je ne préjuge pas de mon avenir au PSU, mais, par contre, je continue à penser que cette orientation doit être appliquée en ouvrant le débat à l'intérieur du parti, mais aussi avec le courant autogestionnaire à tous les niveaux, y compris avec les militants des groupes révolutionnaires, notamment avec la LCR.

« C'est pour toutes ces raisons qu'un nombre de camarades sont restés au PSU en Gironde.

« Quant à Rouge, malgré les critiques que l'on peut lui opposer, je considère que, face aux échéances qui se préparent, la défense d'un quotidien d'extrême gauche fait partie d'un combat permanent pour la victoire du prolétariat contre la bourgeoisie, le réformisme et le stalinisme. »

Salutations révolutionnaires.
Jean-Pierre Fontagnère
secrétaire fédéral

En prélude aux expositions de l'automne à Paris et Londres, c'est à Ornans, ville natale du peintre, dans la vallée de la Loue, que commémorent à leur manière les « amis » de Courbet, notables et autres préfets, le centenaire de la mort de l'artiste. La maison natale de Courbet, musée que n'ont probablement jamais visité la moitié des Ornansais, ouvre cette année, deux nouvelles salles, de nombreuses et très belles toiles viennent s'ajouter aux fameux « Autoportrait à Sainte-Pélagie » et « Château de Chillon ». Le principal intérêt de cette exposition est de se tenir dans la maison même du peintre, dans le cadre prestigieux de la vallée de la Loue.

Les organisateurs se sont d'ailleurs apparemment jetés sur cette aubaine pour en faire une opération touristique, en évitant soigneusement tout ce qui pourrait informer ou faire réfléchir le visiteur ; en effet, il s'agit moins d'expliquer, de faire connaître Courbet et ses conceptions, que de la vénérer, d'admirer ses toiles sans discernement, béatement, en dehors de tout contexte et de tout humour (ce qui est un comble pour qui connaît un peu Courbet) mais au côté de sa canne, de sa palette, de son couteau à peindre, mis sous verre comme des reliques, comme le peintre lui-même en fait.

Préfet en tête, on a prononcé de beaux discours, fait des pèlerinages, on s'est recueilli sur la tombe de celui qui se moquait des honneurs et savait refuser tapageusement les décorations.

Car Courbet était des nôtres et il ne faudrait pas l'oublier ; on s'étonne d'ailleurs du silence dans la presse

locale et les discours, sur tout ce qui relie Courbet à son époque ; le peintre était en effet plus proche des paysans de la vallée de la Loue, des « tailleurs de pierres », des ouvriers parisiens, que de l'élite qui lui rend aujourd'hui un hommage hypocrite.

Communard !

C'est pourquoi cette exposition ne vous dira pas que Courbet était membre de la Commune de Paris où il présidait la commission des artistes ; vous ne saurez rien de son rôle dans la destruction de la colonne Vendôme, symbole de l'arrogance des Bonaparte. Vous ne saurez rien non plus de ses conceptions en matière de peinture et d'enseignement de l'art quoiqu'il ait écrit pas mal de choses sur la question : « Vous êtes las des enseignements et des méthodes de vos professeurs », disait-il aux jeunes artistes qui cherchaient un maître. « Vous comprenez vaguement qu'ils vont à l'inverse du courant social, qu'en les suivant jusqu'au bout, vous finirez par parler une langue que la société n'entendrait plus... » Ceux qui accrochent aujourd'hui les toiles de Courbet aux cimaises des galeries ignorent souvent qu'il voulait, lui, qu'elles fussent exposées dans des lieux publics (gares, marchés...) où le peuple, dont les activités en étaient souvent le sujet, puis-

se s'en régaler et s'y reconnaître ; car la peinture de Courbet était « lisible » par tous si elle est aujourd'hui admirée par les seuls professeurs et artistes : le regard mélancolique, étonné et satyrique qu'il promenait sur la société, chacun pouvait le comprendre et le faire sien. Chacun, sauf l'élite politique bonapartiste et réactionnaire de l'époque qui cria au scandale : en quittant le musée d'Ornans, vous ne saurez pas non plus que Napoléon III avait salué d'un coup de cravache le cul trop réaliste sans doute d'une courtisane peinte par Courbet (*la Baigneuse*, musée Fabre, Montpellier).

Peindre la société

Courbet vivait de sa peinture ; et il ne s'en enrichit jamais, et pour cause ! Son succès, il le dut au courant d'idées et de révolte qui précéda la Commune et après la victoire des Versaillais, il paiera très cher le prix de ses idées et de son audace à vouloir peindre la société telle qu'elle est.

A l'époque, ses amis s'appelaient Jules Vallès, Emile Zola, Proudhon et Beaudelaire ; aujourd'hui, l'exposition d'Ornans est « patronnée », comme on dit si bien dans le catalogue, par les descendants directs de ceux qui l'emprisonnèrent, l'accablèrent à l'exil, le persécutant jusqu'à une mort misérable. Et



La Source. Courbet 1868.

c'est bien dommage, car si ces gens ne sauraient jamais voir autre chose dans la peinture que la création presque divine d'un artiste vénéré et au-dessus des hommes, Courbet, lui, savait transmettre l'amour de la peinture.

Si vous passez dans le coin et si vous aimez la peinture,

allez quand même voir ses toiles, mais surtout, n'oubliez pas le reste !

« Hommage à Courbet », maison natale du peintre, du 2 juillet au 16 octobre. Ornans (25 km de Besançon).

Un militant de Besançon

« ROUGE » ET LES VACANCES

Pas de farniente pour la souscription

Après l'appel pour sauver Rouge, la mobilisation rapide des lecteurs a permis de passer le cap périlleux de fin juin.

Mais, les 80 millions ont été atteints en partie par les prêts qui doivent, pour l'essentiel, être remboursés en septembre. Dès fin août, il nous faudra être capables d'y faire face. Un retard trop important dans les objectifs de la souscription — il nous faudrait 70 millions fin juillet — constituerait un lourd handicap (d'autant que des procès menacent...)

S'il est normal que la souscription enregistre le « creux » des congés, il ne s'agit pas de s'en accommoder, mais plutôt d'adapter la campagne aux activités de cette période de vacances. Les salariés, qui jouissent du repos bien mérité, savent ce qu'il leur en a coûté de difficultés de fin de mois, privations et travail supplémentaire pour pouvoir « partir » alors que la « moitié » d'entre eux n'en ont toujours pas la possibilité. Cette parenthèse au « métro-boulododo », cette rupture du rythme des journées de travail, de la vie quotidienne mutilée du temps « normal » mettent en disponibilité. Elle peut être mise à profit pour entamer un dialogue fructueux sur ces questions. Rouge peut y jouer un rôle en faisant la preuve concrète que, non seulement il n'y a pas de vrais vacances de la politique, mais qu'il est indispensable de politiser les vacances si l'on veut

connaître autre chose que l'illusoire « liberté » des loisirs conditionnés et stéréotypés qu'offrent les marchands de rêve.

Il est donc possible, nécessaire et vital de constituer la campagne de souscription

pendant ces vacances. Si elle s'appuie sur des initiatives de ventes, de débats, dans les grandes concentrations populaires (campings, festivals...), pour faire connaître l'outil d'information et d'action que constitue Rouge dans la lutte

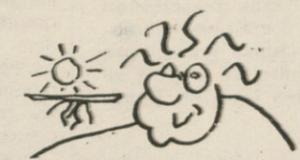
pour le socialisme, contre l'exploitation et l'oppression quotidiennes — y compris sur le terrain des loisirs. Pour informer de ses difficultés et des enjeux de l'objectif fixé : — 70 millions fin juillet ; — 150 millions fin décembre.

SION N° 48 SOUSCRIPTION N° 48 SOUSCRIPT

Ancien total 570 833,79
Nouvel avoir 9 440,65
Nouveau total 580 274,44

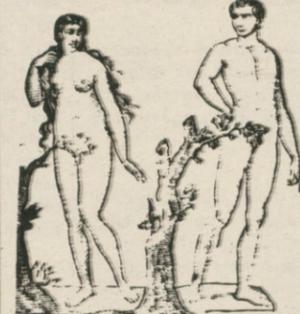
P. L. DRSS Bordeaux	10,00
M. M. Bordeaux	100,00
C. L. enseignant Bordeaux	100,00
P. R. enseignant Bordeaux	100,00
P. R. enseignant Bordeaux	50,00
J. A. enseignant Bordeaux	100,00
B. L. enseignant Bordeaux	100,00
M. H. P. enseignant Bordeaux	80,00
J. P. P. enseignant Bordeaux	100,00
B. et M. sympathisants Bordeaux	50,00
P. B. sympathisant Bordeaux	50,00
Une militante LCR étudiante Bordeaux	50,00
P. D. Bordeaux	20,00
G. B. militant CCA Bordeaux	100,00
F. B. sympathisante LCR éducatrice Bordeaux	100,00
C. P. professeur Bordeaux	100,00
F. L. infirmière Bordeaux	100,00
A. M. B. professeur Lormont (33)	50,00
Etudiants Bordeaux	450,00
C. P. médecin Bordeaux	250,00
C. G. éducatrice Bordeaux	250,00
I. M. infirmière psychiatrique Bordeaux	250,00
C. G. éducatrice Bordeaux	250,00
B. D. Bordeaux	250,00
J. C. R. militant PS Tresses (33)	50,00
Librairie rouge Bordeaux	135,60
Un chercheur Grenoble	100,00
Une travailleuse sociale Grenoble	100,00
Anonyme Grenoble	10,00
Surveillant CET	160,00
Un militant CFDT Grenoble	15,00
Danielle lectrice Grenoble	25,00
Eric, étudiant Grenoble	25,00
Anonyme Grenoble	100,00
Diffuseurs chimie Grenoble	65,00
Militants LCR en Ardèche plus	

un militant PC en Ardèche plus des sympathisants LCR en Ardèche	400,00
Diffuseurs Reims-Châlons-sur-Marne	200,00
M. J. un futur militant Vannes	200,00
Cellule étudiante de Clermont	120,00
Braderie puces de Clermont	160,00
Cellule Michelin de Clermont	20,00
Pascal LCR Le Mans	10,00
Lecteurs « Cahiers Occitanie rouge »	300,00
D. D. A. « C'est le fond qui manque le moins »	150,00
Education nationale Mende	150,00
Un cadeau de ma maman qui a dit : « Pas pour Krivine », Mende	250,00
Militant CFDT-Finances regrettant l'hebdo mais pas la liberté d'expression	50,00
Michèle B. Asnières	200,00
Un militant depuis peu, C. P. Perpignan	100,00
Lecteurs Medea Algérie	100,00
Deux camarades LCR de Nancy	200,00
Un métal de Nancy	50,00
Un autre métal de Nancy	50,00
Deux sympathisantes de Saint-Dizier	110,00
CR enseignant Agen	100,00
Militants Beaumont Moselle	260,00
Militants Eaubonne	150,00
Diffuseurs Dijon	110,00
Sympathisante HP Le Havre	110,00
Pour que l'ordre de la souscription soit précisé dans chaque numéro du journal	
Un lecteur Louviers	26,00
Section du Béarn de la LCR	509,05
Une sympathisante de Bordeaux	50,00
Un enseignant Angers	100,00
Une militante groupe femmes sympathisante LCR Angers	100,00
Lecteur cité administrative	50,00
Un soutien tant moral que matériel pour que « Rouge » vive et se porte bien. D. P. Quimper	200,00
De la part de Philippe, Marie-Claude, Martial et Claude qui sympathisent à Lyon	300,00
M. J. Y. Paris	300,00



Service compris Paris-Nice

Cherchez place voiture, le 28 juillet ou nuit du 28-29. Participation aux frais. Tél. de 14 à 19 h. à 808.00.80, poste 216. Paco.



Nos copains nous ont laissé tomber au dernier moment. Nous (copain, copine) cherchons désespérément, pour 2/3 semaines, une petite maison ou un appartement à la campagne, là où il y a du soleil (et la mer de préférence). Merci beaucoup. Adressez-vous à Alain au journal qui transmettra.



IL EST UNE FOIS

AVIGNON

La tragique histoire d'Hamlet, Prince de Danemark

Bennon Besson contesté

La présentation de *Hamlet*, à Avignon, a soulevé bien des réactions. Bonnes pour une grande part du public, et mauvaises pour une partie de la critique.

C'est dans le décor grandiose de la cour d'honneur du palais des Papes qu'est jouée la pièce. *Hamlet* et les autres personnages nous apparaissent sortants des bouches du décor mis au point par Ezio Toffolutti qui est le scénographe de la Volksbühne de Berlin-Est. Il faut d'abord parler de ce décor. Il apporte à la pièce mouvement et insolite, se refusant à recréer visuellement les tours d'Elseneur. Les personnages évoluent sur un plan légèrement incliné donnant au public une impression de plongée fort agréable et permettant au spectacle une certaine pénétration dans le public.

Puis, la pièce commence, s'insinuant entre le jour finissant et la nuit commençante. La pièce est jouée dans un langage simple, accessible et direct. Au fur et à mesure que s'écoulent les scènes, le public perçoit de mieux en mieux les contradictions politiques et idéologiques de la pièce. Les personnages se déchirent, s'effondrent dans la folie sans être (ce que n'était pas l'œuvre de Shakespeare) joués dans un registre tragique et grandiloquent.

Pour expliquer la pièce, il est plus simple de se reporter aux écrits de Bertolt Brecht. « L'époque est à la guerre. Le roi du Danemark a tué le roi de Norvège au cours d'une guerre de rapine où il a remporté la victoire. Au même moment où Fortinbras, le fils du roi de Norvège met une armée sur pied pour une nouvelle guerre, le roi du Danemark est abattu par son propre frère. Or, voici que le jeune Hamlet est invité par l'esprit de son père à tirer vengeance de sa mort (...) il revient massacrer son oncle et sa mère et, victime lui aussi de cette sanglante boucherie, abandonne le Danemark au Norvégien. A travers tous ces événements, nous voyons Hamlet appliquer d'assez minable façon la nouvelle raison qu'il a ramenée de l'université de Wittenberg. Dans le monde féodal qu'il retrouve, elle entrave son action. (...) Hamlet tombe, victime tragique de la contradiction entre ses actes déraisonnables et ses beaux raisonnements. »

Voilà une lecture de la pièce. Il y en a bien d'autres. Benno Besson a, d'une certaine manière, voulu exploiter celle-ci, retrouvant dans les contradictions du jeune Hamlet des préoccupations proches de la jeunesse d'aujourd'hui.

Benno Besson, ancien collaborateur de Brecht, a pris plusieurs « options » avant de monter ce spectacle : « Je prends le texte de Shakespeare au pied de la lettre. » Il lit le texte, s'efforçant de rendre les émotions et les pensées des personnages. Il ne s'agit pas, pour lui, d'une tragédie au sens français du terme, mais d'une histoire dont l'issue est tragique.

« Cette histoire se meut au niveau du sublime et de la



« Je prends le texte de Shakespeare au pied de la lettre. Un récit simple, jamais simpliste, jamais gratuit, toujours saisissable dans ses données concrètes, proches des problèmes qui agitent les consciences contemporaines. »

trivialité, de la délicatesse et de la brutalité du rire et des larmes. Un récit simple, jamais simpliste, jamais gratuit, toujours saisissable dans ses données concrètes, étrangement proches des problèmes qui agitent les consciences contemporaines. » Benno Besson réussit dans cette entreprise. Son spectacle n'est pas de la tragédie. Il est simple, mais non simpliste. A ce titre, il n'est pas rationnel et on ne s'identifie pas à Hamlet comme il est de règle dans la tradition du théâtre classique. Il faut pour terminer, apporter des précisions sur les conditions de travail de la troupe : six semaines de répétitions pour un travail qui nécessiterait trois mois, et un budget réduit de moitié sur celui de l'année dernière pour *Comme il vous plaira*, joué à Avignon et qui durait moitié moins.

Voilà donc l'objet de biens des remous à Avignon. La pièce pourtant bien accueillie par le public est dénigrée par la critique dans cette sorte de foire au théâtre qu'est le festival. On accuse Benno Besson de réduire l'œuvre de Shakespeare à une caricature grotesque. On trouve ses personnages ridicules et sans âge. On dit de la mise en scène qu'elle est grossière et sans finesse. C'est à croire que la critique n'a pas compris Shakespeare ou alors qu'elle en est restée aux notions de l'ancien théâtre classique qui, en réalité, dénaturait les auteurs.

Shakespeare est grossier, il emploie un langage argotique, sa pièce est populaire. Elle n'est pas destinée à des esthètes de la culture. Pour s'en persuader, il suffit de lire la présentation qu'en faisait Voltaire, l'un de ses premiers traducteurs (et transformateurs) : « C'est une pièce grossière et barbare qui ne serait pas supportée par la plus vile populace de la France et de l'Italie... On croirait que cet ouvrage est le fruit de l'imagination d'un sauvage

ivre. » A cette œuvre, Benno Besson apporte sa propre interprétation. Elle est résolument matérialiste, politique. *Hamlet* représente le doute, doute des consciences, doute envers l'humanisme, l'idéalisme qui font de toute action un choix politique.

Benno Besson est dans le vrai et il sait même apporter à la pièce quelque chose qui fait que moi, simple spectateur, pour un fois, j'ai compris Shakespeare, il ne m'a pas ennuyé parce qu'il parlait comme moi.

Hugo Pascanet

« La Tragique Histoire d'Hamlet » va faire une grande tournée en Belgique et en France, à l'automne. Voici les principales étapes : Louvain, Bruxelles, Liège, Huy, Seraing, Tournai, Mons, Arlon, Dieppe, Le Havre, Angers, Paris au TEP, Charleroi, Strasbourg, Chambéry, Caen, La Rochelle, Mulhouse, Thionville et Rennes. « Rouge » vous le rappellera en temps utile. En tout cas, un spectacle à ne pas manquer.

Pour en savoir plus sur Benno Besson, reportez-vous à son entretien avec « Rouge », n° 391 (6 juillet).

A MARSEILLE UN MATIN D'ETE Les super-jeux de RMC

Mercredi matin, il faisait lourd à Marseille, très chaud même et on a transpiré, mais ça valait le coup : gratis le spectacle et on pouvait gagner deux places gratuites pour le concert du soir au Pharo. Il y avait bien 700 ou 800 personnes, ceux du quartier ou de plus loin qui ne partent pas en vacances et qui au lieu d'aller à la mer étaient venus voir l'enregistrement public de l'émission de Jean-Pierre Foucault (« quand la radio éclate de rire, c'est Jean-Pierre Foucault », « Le Programme à la lettre », tous les matins sur RMC, Radio-Monte-Carlo ; il était là, grassouillet, dents blanches et coins relevés, sympa comme c'est pas permis, à dialoguer avec Maria de Rossi, qui a chanté Il est marseillais, son premier grand succès et la Canebière ; et Nicolas Peyrac, les deux vedettes du concert du soir, tous sympas, et je te renvoie l'ascenseur Jean-Pierre et tu me passes de la crème Maria et je te passe le séné Nicolas. entre deux spots « Heureux comme un 51 dans l'eau », « Ricard le meilleur ami de l'eau » et « O de Lancôme, une offre exceptionnelle, 19 F l'atomiseur », c'est pas donné, mais c'est de la fraîcheur en atomiseur ». Il y a eu 50 gagnants, deux places gratuites, c'est pas mal à 25 F la place, surtout que si on part pas en vacances, c'est justement qu'on peut pas s'offrir un concert tous les jours, alors que tout le monde était bien content, il y avait une dame qui filmait, des jeunes qui prenaient des photos, des petits qui chahutaient un peu au fond, mais qui criaient bien fort quand Jean-Pierre demandait aux Marseillais de se faire entendre et après les informations qu'on entendait directement de la régie de Monaco où ils ont parlé du Tour et de Carabanchel, en Espagne, Nicolas a bien voulu chanter Los Angeles et Maria le Paradis espagnol et, vers la fin, tout le monde s'approchait des côtés de la scène pour demander des autographes, Monte-Carlo, ils sont quand même vachement bien, d'ailleurs, dans les lettres qu'ils lisaient ça revenait souvent ça, les auditeurs qui disaient qu'ils trouvaient l'émission vachement bien et qui demandaient qu'on passe tout leur programme à la lettre.

C'était la petite chronique de ceux qui se font leur beurre sur la misère des autres.

TELEVISION Mercredi 27 juillet

TF 1

- 12.30 Midi première
- 13.00 Journal
- 13.35 Peter Voss, le voleur de millions
- 16.45 Pour les jeunes
- 18.15 Le grand saut périlleux
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Une minute pour les femmes
- 20.00 Journal
- 20.30 La lettre écarlate
Film TV d'après le roman de Nathaniel Hawthorne. Quand la télévision redécouvre les vertus du mélodrame...
- 22.15 Sillages
Une émission réalisée par Nat Lilienstein sur la vie de trois femmes, Agnès, Denise et Jeanne, trois femmes de classes différentes, mais qui ont pourtant, derrière la façade des apparences, les mêmes difficultés à vivre. A noter que Jeanne, la sage-femme, travaille à la clinique des Lilas...
- 23.15 Journal



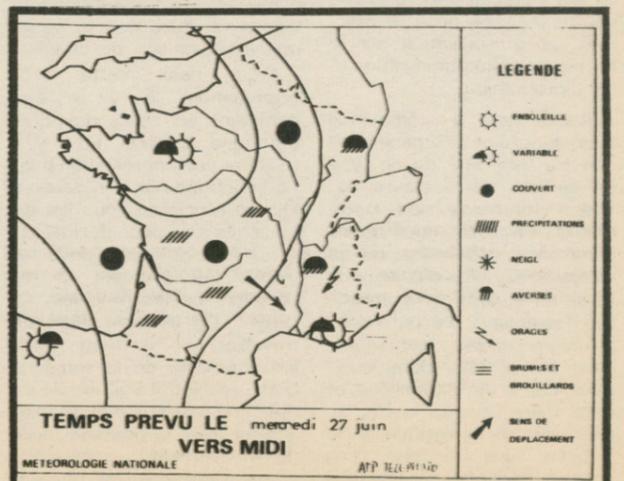
A 2

- 15.00 Le monde en guerre
- 16.00 Aujourd'hui madame
- 17.45 Le monde enchanté d'Isabelle
- 18.00 Vacances animées
- 18.45 Flash d'information
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 PEn ce temps-là
Comme le disait Ray Charles, il y a du Bessie Smith chez Edith Piaf...
- 20.00 Journal
- 20.30 Joe Forrester
- 21.25 Question de temps
Les droits de la mer
L'avenir, plus encore que sur terre, se situe en mer : on comprend pourquoi depuis la sixième conférence internationale sur le droit de la mer, en mai dernier, on ne parle que de ça ! Les uns pour mieux défendre leurs profits, les autres, comme Jacques-Yves Cousteau, invité de l'émission, pour mieux la défendre de toutes les pollutions, présentes ou à venir.
- 23.00 Journal

FR 3



- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Pour la jeunesse
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Le faux-cul
Film français de Roger Hanin (1975)
Peut-être un faux-cul, mais en tout cas un vrai navet, aussi vulgaire que le titre le laisse sous-entendre.
- 21.55 Journal



RADIO-ALICE C'EST LE DIABLE

Deuxième partie de l'interview de Franco Berardi

« Bologne, libération de tous les prisonniers politiques. » Hallucination visuelle, hier matin, à la lecture de « Rouge ». Il s'agissait en réalité de la Pologne. Ceux de Bologne sont toujours en taule. Parmi eux, 12 membres de « Radio Alice ».

Nous avons publié hier la première partie d'une interview de Franco Berardi, l'un de ceux qui parlaient au micro de la radio libre de Bologne pendant les manifestations de mars. Il y décrivait quelques aspects réels de la répression.

Aujourd'hui, il explique la conception politique qui a présidé à la création de Radio-Alice et raconte quelques problèmes de pratique. Il est toujours à Paris, dans une situation provisoire qui dépend de la demande d'extradition du gouvernement italien.

D.F.

● Radio-Alice c'est le Diable. Radio-Alice incite à la violence. Radio-Alice dérange. Radio-Alice en a entendu de toutes les couleurs après les manifestations de mars, à Bologne, et le 12 mars, elle a été fermée par les flics. Parlons de Radio-Alice.

— Le projet de Radio-Alice est lié à la dissolution de Potere Operaio, à Bologne. Nous avons commencé à dire, en 1975, qu'il y avait dans la situation italienne, et particulièrement à Bologne, une figure nouvelle de la classe ou-

de véritables lieux d'organisation politique.

Par exemple, les étudiants de l'école technique Aldini ont occupé le bureau du directeur. Ils réclamaient je ne sais plus quoi. Ils ont des radios où ils entendent les messages de Radio-Alice. Nous, nous disons que les étudiants de Aldini, qui est une école très grande, doivent aller à la direction. Pendant l'occupation, ils nous ont téléphoné : « Ecoutez, c'est la voix du directeur qui crie, qui menace. » Et nous, à Radio-Alice, on diffusait ça en direct.

Un autre exemple inté-

exemple, un fasciste nous téléphone et nous menace. Il passe à l'antenne. Immédiatement après, nous recevons des coups de fil amis qui passent aussi. Les travailleurs de l'hôpital demandent qu'on les prévienne immédiatement en cas d'attaque. Ils ont préparé les ambulances... La communication absolument ouverte a toujours une direction qui n'est pas la direction volontariste d'un centre mais est une direction prolétaire. C'est un peu triomphaliste ça. Mais il faut essayer.

● Dans le « mouvement », il n'y a pas que le « mouvement », c'est-à-dire en fait des courants ou des organisations spontanées, il y a aussi des organisations qui continuent à penser que le mouvement de masse a besoin d'un parti pour résoudre la question du pouvoir. Quels rapports Radio-Alice entretient-elle avec ces organisations ?

— Nous refusons la définition de radio d'un groupe, même la définition de « radio de l'autonomie ». Nous refusons la définition « autonomie ouvrière ». Nous disons que l'autonomie est une tendance sociale, pas un groupe.

● Ce n'est pas si clair dans le livre paru en France : « Radio-Alice, radio libre ». Elle y est présentée comme la radio de l'autonomie. C'est une annexion ?

— Je sais bien. C'est important ça. Parce qu'on parle tout le temps de « l'autonomie ouvrière ». Le débat existe en Italie. Mais l'année passée, pour les élections, les groupes politiques ont demandé à parler sur RA. Démocratie prolétarienne, le Parti radical ont fait des émissions. Le PDUP a refusé en disant que RA est liée aux autonomes. Mais c'était une mauvaise utilisation de la radio. Les plus ennuyeuses de nos émissions étaient ces émissions électorales. Nous avons respecté l'accord, mais les auditeurs protestaient.

Après les élections, on a essayé de définir la question avec les groupes politiques, surtout avec Lotta Continua. On a dit que tous les camarades de n'importe quel groupe politique peuvent participer à la rédaction de RA, mais pas comme représentants de situations du mouvement, de situations réelles de lutte, de situations sociales. Cela s'est très bien



Les locaux de Radio Popolare à Milan (Photo D. Peczny).

● RA a été fermé par les flics, le 12 mars. Je pense que vous n'avez pas accepté cette fermeture et que vous avez cherché à émettre à nouveau.

— Le 12 mars, les policiers sont arrivés le soir. Le lendemain à 8 h, nous avons recommencé les émissions avec un nouvel émetteur construit par Andrea. A 14 h, il y a eu de nouveaux affrontements avec la police et celle-ci a coupé l'électricité dans le quartier. Nous avons recommencé avec des batteries pour 4 heures encore, jusqu'à 18 h où la police est arrivée.

Les camarades ont barricadé la porte et on a réussi à sauver le matériel. Le lendemain,

monopole en Italie, donc pas de brouillage des radios libres. La seule solution est la fermeture.

— C'est en 1974 qu'il a été décidé que le monopole n'existait plus. Donc il y a une possibilité, mais c'est une possibilité théorique car il n'y a pas d'organisation législative de la question. Dans ce vide législatif, on existe. Nous ne sommes pas une radio pirate. Nous ne sommes pas non plus une radio tout à fait régulière.

Il y a deux types de radios en Italie. D'un côté, les radios commerciales financées par des patrons et la publicité. A Milan, il y a une Radio-Gamma qui est très puissante. Elle est financée par Attilio Monti. C'est un financier des fascistes. Financier par exemple de l'affaire de piazza Fontana. C'est lui qui a payé les fascistes pour mettre les bombes. Tout le monde sait ça. Seule la police l'ignore. Sa radio est le seul cas de brouillage. Elle a brouillé Canal 27.

Les radios démocratiques, les radios libres sont regroupées dans la FRED, la Fédération des radios démocratiques. On se passe des émissions, sur cassettes. Celle de l'irruption des flics en direct sur RA a beaucoup circulé.

Notre niveau technique est très modeste. Nous travaillons avec des moyens artisanaux. On construit les émetteurs de nos propres mains. Les deux platines sont prêtées par des camarades. Minella, qui a un magasin de hi-fi à Bologne, nous a donné la table de mixage. On dit toujours sur RA que Minella est formidable. On a dépensé au départ seulement un demi-million de lires (2 500 F). On paye un loyer, très peu, on est dans un quartier populaire. Il y a l'électri-

city qui est une dépense terrible.

● Vous vous êtes financés comment ?

— Nous avons fait une souscription. Nous avons demandé à tous les camarades qui écoutent d'envoyer leurs adresses pour qu'on leur envoie des bulletins de souscriptions. 400 payent comme ça 1 000 lires chaque mois. C'est suffisant pour nos dépenses. Pour l'achat ou le remplacement de matériel, on fait des dettes à la banque sur garanties de camarades.

On fait aussi de la publicité pour des maisons d'édition comme Einaudi et pour des revues. Il y a des radios de gauche ou du mouvement qui acceptent des publicités locales. Par exemple, la boulangerie du quartier. Ce n'est pas, je pense, immoral. En France, ce serait encore plus facile. D'abord parce que les camarades ont un peu plus d'argent qu'en Italie. L'organisation des radios ne doit pas devenir une question monumentale. Il ne faut pas faire une grande radio qui veuille tout couvrir. Il faut faire des petites radios liées à des situations. Alors, la liaison entre situation sociale et radio devient une possibilité de financement.

Propos recueillis par David Freiman



Franco Berardi.

« La police, les magistrats, les journalistes ont dit que Radio-Alice est obscène. Mais qu'est-ce qui n'est pas obscène dans notre vie, dans notre culture pour les flics, les plumitifs et ceux qui les nourrissent. »

rière, qui n'est pas l'ouvrier d'usine. C'est l'ouvrier du travail intérimaire, nous disons ici le travail noir. C'est très fréquent à Bologne. Travail à domicile, travail saisonnier.

Nous avons dit que ce type de réseau de la force de travail n'est pas organisé officiellement dans les syndicats ou les partis institutionnels. Ils sont tout à fait des producteurs de plus-value, des travailleurs productifs dans le sens marxiste du terme, mais ils ne se reconnaissent pas comme ouvriers traditionnels. Ils se reconnaissent plutôt dans des formes de comportement liées à la drogue, aux nouvelles formes de langage, de communication dans la ville, aux nouvelles formes d'appropriation de lieux... Par exemple, à Bologne, il y a cette tradition des marginaux, des jeunes prolétaires, de se retrouver dans des endroits déterminés : la place, l'université, certains cafés de la banlieue... Et ces lieux deviennent directement des lieux d'organisation, de circulation, d'expériences de luttes, de résistance politique, de discussion, de conscience... Alors, l'important est de construire un réseau de communication qui, d'un côté, reprend ce qui vient du dehors et, de l'autre côté, propose des formes de centralisation sur le terrain de la communication et de l'information.

Radio-Alice a commencé avec le projet d'organisation non traditionnelle de ce type de secteur de la classe ouvrière lui-même non traditionnel. En 1976, nous avons commencé des émissions en direct de certains des lieux où ils se retrouvent. On a constitué des noyaux d'écoute dans plusieurs écoles techniques, dans les prisons, dans quelques cafés de la banlieue et dans deux usines : la Ducati, une usine métallurgique, et la Sabiem, une fonderie. Les noyaux d'écoute sont devenus

sant, après qu'il ait été tué, le 11 mars, Francesco Lorusso, à 13 h 30. A 14 h 30, 5 000 personnes étaient rassemblées sur la place. A 15 h 30, sont arrivés des ouvriers de Ducati, Meranini... Le seul moyen d'information était Radio-Alice.

Cette information est politique. Nous avons dit : « Il faut briser la logique du miroir. » L'information n'est pas seulement la répétition, la spectacularisation de ce qui se passe dans la réalité, mais elle est un moyen de transformation de la réalité. C'est la réalité qui informe elle-même de ce qui se passe.

● C'est une orientation politique. Et le mieux est qu'elle soit explicite. On ne centralise pas sans diriger. En réalité, vous donnez des consignes.

— Quel est le programme de la radio ? Le matin, les émissions sont faites pour l'écoute des femmes, des gens qui travaillent à la maison. A midi et jusqu'à 2 h, il y a un bulletin fait par les camarades de la rédaction. L'après-midi, on parle des questions des jeunes. De 6 h à 8 h : questions du travail, de l'usine. C'est une émission qui s'appelle « Correspondants ouvriers ». Puis, le soir, musique et questions de la vie.

Déjà, dans cette programmation, il y a évidemment un choix politique, théorique, culturel. Et il y a toujours une appréciation politique donnée par la rédaction. Elle se réunissait tous les dimanches soir pour décider de la question principale de la semaine. Par exemple, la répression, ou les prix, les salaires... On essayait alors de travailler sur le thème dans les émissions de la semaine. C'est évident, il y a un rôle de direction, mais il doit se dialectiser avec la poussée réelle du mouvement. Je ne crois pas au démocratisme fou. Par

« On parlera de qui lutte pour relier le dîner au souper. Et naturellement, on parlera d'amour. »

passé avec Lotta Continua.

Il y a eu une discussion très grave avec les camarades de l'Autonomie ouvrière, organisés autour de Rosso, le journal le plus important. Ils voulaient constituer une direction autonome. Nous avons refusé cette attitude de l'autonomie organisée. C'était intéressant parce qu'on nous a accusés d'être la radio de l'autonomie. C'est vrai, nous sommes une radio autonome, mais pas la radio de l'Autonomie ouvrière. Nous privilégions un rapport direct avec la situation sociale plutôt qu'un rapport de parti avec eux. Les « autonomes » organisés sont sortis de la radio pour quelques mois.

on a encore recommencé d'un autre endroit. La police est encore venue et a arrêté tous les camarades présents. Le 14 mars, Radio-Alice a été arrêtée définitivement. Et pendant 15 jours, c'était impossible, parce qu'à chaque fois, 5 ou 10 camarades étaient arrêtés. C'est trop. Alors on a fermé pour quelques semaines. On a recommencé début avril de façon régulière avec le soutien de beaucoup de professeurs, d'intellectuels, dont certains liés au PCI. Et on n'a plus été dérangés par la police.

● Contrairement à ce qui se passe ici, il n'y a pas de